



**PRÉFET  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi, du Travail,  
des Solidarités et de la Protection des Populations  
des Deux-Sèvres**

Service Environnement Biologique  
30, rue de l'Hôtel de Ville  
CS58434  
79024 Niort

Niort, le 08/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BERGER Éthan**

La Cibaoudière

79800 Exoudun

Références : 2026 01143

Code AIOT : 0057900331

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement BERGER Ethan implanté La Cibaoudière 79800 Exoudun. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BERGER Éthan
- La Cibaoudière 79800 Exoudun
- Code AIOT : 0057900331
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Cette exploitation bénéficie de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°4383 du 13 juin 2005 pour l'exploitation d'un élevage avicole de 121 680 emplacements volailles.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN26 Eau Ouvrage Agri Agro ;
- Risque incendie.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Modification AIOT	Code de l'environnement du 26/07/2017, article R. 181-46	Demande d'action corrective	6 mois
6	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Demande d'action corrective	6 mois
19	Isolement des réseaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	Sans objet
3	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Sans objet
4	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Sans objet
5	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Sans objet
7	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Sans objet
8	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Sans objet
9	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
10	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Sans objet
11	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Sans objet
12	Accès véhicules à l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
13	Moyens de lutte contre l'incendie et affichage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
14	Installations électriques et réseau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
15	Consignes	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1	Sans objet
16	Travaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-2	Sans objet
17	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3	Sans objet
18	Stockage et rétention	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Établissement globalement conforme au regard des points de contrôle vérifiés.

Quelques actions correctives devront être mises en œuvre afin de répondre à la réglementation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Modification AIOT

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/07/2017, article R.181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Projet
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.  [...]
<b>Constats :</b>  En 2025, des modifications intérieures ont été effectuées sur le site afin de favoriser le bien être animal (passage d'élevage en cages au sol en volières) sans notification au préfet. Dans les 2 bâtiments, seulement 56 000 poules sont présentes alors que l'AP autorise 121 680 emplacements volailles. Les fientes produites étaient séchées sur place pour l'obtention d'un produit normé (engrais organique conforme à la NFU 42-001) puis commercialisées par l'exploitant. Maintenant les fientes sont envoyées en méthanisation. De plus, l'abreuvement des volailles est effectué par le biais d'un forage (créé vers 2002 selon les

dières de M. Vincent BERGER, ancien exploitant) dont l'activité n'a pas été déclarée auprès de nos services.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Non conforme</b> <b>Délai : 6 mois</b> <b>Demande exploitant ACTION CORRECTIVE</b>  Déposer un rapport à connaissance des modifications effectuées sur le site d'exploitation depuis l'AP 4383 du 13 juin 2005 avec indication des différents impacts de ces modifications sur l'environnement. Depuis le 05 mars 2026, il est désormais possible de déposer un dossier de modification d'un AIOT via un service en ligne. Cette téléprocédure n'est pas obligatoire, mais elle est fortement recommandée. Lien pour la télédéclaration : <a href="https://entreprendre.preprod.service-public.gouv.fr/vos-droits/R75904">https://entreprendre.preprod.service-public.gouv.fr/vos-droits/R75904</a>  Régulariser l'utilisation du puits pour l'abreuvement des volailles à partir de la fiche déclarative transmise par mail le 31 mars 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 2 : Ouvrages Eau Agri Agro

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.
<b>Constats :</b>  Absence de notion de puits et de quantités sur l'AP 4383 du 13 juin 2005. Dans le dossier de 2004, il est indiqué que la consommation en eau après projet s'élèvera à environ 24 m <sup>3</sup> /jour (soit 8 800 m <sup>3</sup> /an).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Ouvrages Eau Agri Agro

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Prélèvement d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.
<b>Constats :</b>  Présence d'un dispositif informatique qui comptabilise toutes les quantités délivrées pour l'abreu-

<p>vement des volailles. Le nettoyage des bâtiments étant un nettoyage à sec, les quantités relevées reflètent bien les quantités totales d'eau utilisées sur le site par le biais du forage.</p> <p>Pour le bâtiment 3, utilisation de 5,9 m<sup>3</sup>/j et 5,5 m<sup>3</sup>/j pour le bâtiment 2 depuis la dernière mise en place (dates différentes pour chaque bâtiment).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Ouvrages Eau Agri Agro**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Prévention pollution eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Présence d'un dispositif de disconnexion.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Ouvrages Eau Agri Agro**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Abandon du forage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sans objet, le forage est toujours utilisé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Ouvrages Eau Agri Agro**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Protection de l'ouvrage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m<sup>2</sup> au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel.</p> <p>Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Présence d'une margelle non réglementaire autour de la tête de forage. En effet, elle affleure le sol et n'empêche donc pas l'entrée des eaux de ruissellement ou tout risque de contamination acci-</p>

dentelle.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Non conforme</b> <b>Délai : 6 mois</b> <b>Demande exploitant ACTION CORRECTIVE</b>  Aménager la margelle du forage de façon réglementaire. Cette margelle doit avoir une surface de 3 m <sup>2</sup> au minimum autour de la tête de forage et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Si la tête de l'ouvrage débouche dans un local, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 7 : Ouvrages Eau Agri Agro**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Protection de l'ouvrage
<b>Prescription contrôlée :</b>  La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.
<b>Constats :</b>  La tête de forage s'élève de plus de 0,5 m au-dessus du fond de la chambre dans lequel elle débouche.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Ouvrages Eau Agri Agro**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Protection de l'ouvrage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.
<b>Constats :</b>  Présence d'une plaque en béton située au dessus de la chambre de comptage permettant la sécurisation du forage.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 9 : Ouvrages Eau Agri Agro**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Déclaration GERE
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :  [...]
<b>Constats :</b>  Présence des déclarations GERE pour au moins, les années 2023, 2024 et 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Recensement des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes).  L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante.  L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation.  Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.  L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées.
<b>Constats :</b>  Présence d'un plan des zones à risque d'incendie ou explosion complet avec indication des panneaux photovoltaïques présents sur les bâtiments ainsi que les matières dangereuses.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Recensement des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  II.-L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage),

<p>de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.</p> <p>Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans ces parties d'installation, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'une consigne ou d'un document spécifique en application des dispositions prévues par les articles 14-1 et 14-2. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Le plan mentionné aux points I et II du présent article peut être le même document, rassemblant alors l'ensemble des informations demandées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Présence d'un plan recensant les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.</p> <p>Présence de signalisation d'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties à risque.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 12 : Accès véhicules à l'installation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Présence d'un accès pompiers, en permanence dégagé, tout autour de l'exploitation.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sur une partie réservée devant le centre de conditionnement.</p> <p>Absence de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation.</p>



N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie et affichage

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

À défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : " Ne pas se servir sur flamme gaz " ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif " dioxyde de carbone " de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

**Constats :**

Absence de cuve de stockage de fioul sur le site.

Absence de cuves de gaz sur le site.

Présence d'identification des coupe circuits électriques.

Présence d'extincteurs adaptés aux risques (sas des poulaillers, à proximité de l'armoire électrique).

Présence du dernier rapport de vérification des extincteurs SIMIE daté du 30 octobre 2025.

Présence de consignes de sécurité ainsi que des numéros d'appels d'urgence affichés au niveau du

centre de conditionnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Installations électriques et réseau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.</p> <p>Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Présence des fiches de données de sécurité des produits dangereux présents dans l'installation.</p> <p>Présence d'un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion du site d'élevage.</p> <p>Présence du registre des risques qui est régulièrement remis à jour.</p> <p>Présence du dernier rapport de vérification des installations électriques SOCOTEC visite du 26 mars 2026. Des non-conformités mineures (absence d'éclairage de sécurité d'évacuation, absence de certains différentiels, absence d'étiquetage spécifique, ...) ont été constatées et vont être corrigées par l'exploitant ou par un électricien.</p> <p>Présence du dernier rapport de vérification des extincteurs SIMIE daté du 30 octobre 2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Axe d'amélioration proposé :</u></b></p> <p>Suite aux non-conformités constatées lors de la vérification des installations électriques, tracer les réparations effectuées par l'électricien par exemple en indiquant la date des travaux et signature de l'exécutant sur le rapport de vérification de installations électriques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Consignes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Consignes.</p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses ou concourant au dispositif de prévention des accidents font l'objet de consignes écrites. Si l'exploitant emploie des salariés ou personnes extérieures, il s'assure de l'appropriation des consignes et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné et affiche les principales consignes dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>[...]</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R. 4121-1 et suivants du code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Présence des consignes de sécurité affichées au niveau du centre de conditionnement, lieu fréquenté par le personnel .</p> <p>Présence du document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 16 : Travaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Travaux.</p> <p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8 et présentant des risques importants d'incendie ou d'explosion, les travaux de réparation ou d'aménagement nécessitant la mise en œuvre de point chaud ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une évaluation des risques répertoriés et les consignes particulières associées aux locaux ;</li> <li>- la description des moyens de protection et/ ou d'interventions spécifiques mis en place au regard des opérations à réaliser ;</li> <li>- les moyens et consignes d'alerte.</li> </ul> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R. 4121-1 et suivants du code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut également être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Présence du document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 17 : Accès aux installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Accès aux installations. L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées.  Cette disposition est applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2024.
<b>Constats :</b>  Présence d'un dispositif (cordelette à l'entrée du site) informant que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Stockage et rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides. I. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li></ul> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.  L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.  Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.  Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.  Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.  L'exploitant veille au bon état des rétentions.  Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.  Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
<b>Constats :</b>  Absence de produits liquides inflammables ainsi que de produits toxiques ou dangereux pour l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : Isolement des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage.  [...] IV. - Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'effluents par rapport à l'extérieur, afin de contenir au maximum les eaux d'extinction d'un incendie. Ce dispositif est positionné en amont des équipements de stockage ou de traitement. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. La localisation du dispositif de commande figure sur le plan des réseaux.  Les dispositions du présent point sont applicables aux installations dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1 <sup>er</sup> novembre 2022.  Les dispositions du présent point sont également applicables aux installations faisant l'objet d'une modification substantielle comportant de nouvelles constructions, lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et dont le dépôt du dossier complet intervient à compter du 1 <sup>er</sup> novembre 2022. Pour ces installations, les dispositions sont applicables uniquement aux nouvelles constructions.
<b>Constats :</b>  <u><b>Point I</b></u> Actuellement, les eaux issues des lave-mains sont collectées et dirigées vers une fosse extérieure (à coté du bungalow) mais sont infiltrées dans le sol sans dispositif d'épuration.  <u><b>Point IV</b></u> La demande d'autorisation de M. Éthan BERGER (successeur de M. Vincent BERGER) est antérieure au 1 <sup>er</sup> novembre 2022, ces dispositions ne seront applicables uniquement qu'aux nouvelles constructions. Pour information, dans dossier de juin 2004 (=> AP 4383 du 13 juin 2005), il est indiqué : en cas de fonctionnement anormal (incendie, accident sanitaire), les eaux souillées seront collectées dans l'ancienne fosse à lisier puis épandues.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <u><b>Non conforme pour le Point I</b></u> <u><b>Délai : 6 mois</b></u>

**Demande exploitant ACTION CORRECTIVE**

Sécuriser le réseau de collecte des eaux de lavage des lave-mains par un réseau étanche et dirigé vers des équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois